

Mesures de la valeur et des volumes dans le secteur des services

Indicateurs pour des activités détaillées

Ce document analyse les premiers résultats reçus par Eurostat concernant les indices des prix à la production de services. Il analyse les résultats obtenus par l'emploi de mesures alternatives de volume et de prix, afin de mettre en évidence une sélection d'activités où les variables de remplacement pour le volume de services et les mouvements de prix suivent de près l'évolution des données de statistiques conjoncturelles.

En 2006, environ trois-quarts (72 %) de la valeur ajoutée totale de l'EU-25 provenait du secteur des services (Sections G à Q de la NACE rév. 1.1). Cette proportion continue à augmenter en partie grâce aux facteurs tels que l'externalisation vers d'autres entreprises résidentes (en particulier pour les services aux entreprises).

Les statistiques conjoncturelles en matière de services sont relativement peu développées par comparaison aux statistiques relevant de l'économie industrielle. Cependant, le poids grandissant du secteur des services a conduit à un intérêt croissant de la part des décideurs, ce qui a entraîné des pressions accrues sur les bureaux statistiques pour qu'ils produisent des données plus complètes dans ce domaine. C'est ainsi que la Banque centrale européenne (BCE) a défini les exigences de l'élaboration d'un indice des prix à la production de services (IPPS) en y voyant l'un de ses indicateurs prioritaires¹. L'IPPS a par la suite été inscrit sur une liste d'Indicateurs économiques européens principaux, cette liste étant jugée très importante pour la conduite de la politique économique et monétaire au sein de la zone euro. L'élaboration d'un IPPS fut par la suite intégrée au cadre des statistiques conjoncturelles européennes² au moyen d'un amendement du règlement y afférent. Reconnaissant que ces séries n'existent pas actuellement et que la mise en place de nouvelles procédures de collecte de données nécessite plusieurs années, le Conseil a prévu une période de transition aboutissant au second semestre de 2008. Eurostat et les bureaux statistiques nationaux collaborent aujourd'hui pour repérer les meilleures pratiques de nature à garantir la qualité et le rendement des données complètes le jour où celles-ci seront disponibles, fin 2008. Le but du présent SIF est d'esquisser les opportunités et les défis que l'on peut prévoir pour l'année à venir. Au moment où ces lignes sont écrites, le secteur du détail (voir la graphique 1 ci-dessous) reste l'unique activité du secteur tertiaire pour laquelle l'on dispose d'un indice de l'évolution de la production réelle et d'un déflateur concernant les agrégats de l'EU-27 et de la zone euro.

Statistiques en bref

INDUSTRIE, COMMERCE ET SERVICES

93/2007

Auteur

Isabelle REMOND-TIEDREZ

Contenu

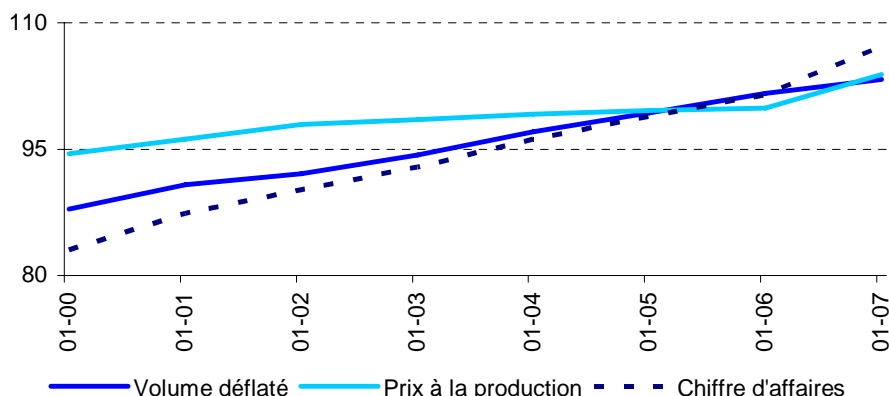
Couverture asymétrique entre
l'industrie et les services 2

Mesures des volumes de
l'activité des services 2

Mesures des prix des activités
de service 4

IPPS pour des analyses
économiques 5

Graphique 1: Volume de ventes et indice de chiffre d'affaires pour le commerce de détail, saisonnalisés, EU-27 (2005 = 100)



¹ «Besoins statistiques de la Banque centrale européenne dans le domaine des statistiques économiques générales», août 2000.

² Le règlement 1165/98 du Conseil relatif aux statistiques conjoncturelles (STS-R) prévoit la classification d'indices trimestriels pour le chiffre d'affaires et leur emploi dans la plupart des activités de service (telles que définies par la classification NACE). Pour le commerce de détail, des indices mensuels de chiffre d'affaires, un déflateur mensuel des ventes, et des indices d'emploi trimestriels sont exigés. Le STS-R a été modifié par le règlement (CE) n° 1158/2005 du Parlement européen et du Conseil, ce qui augmente la portée des statistiques conjoncturelles en couvrant également la collecte de prix à la production pour un ensemble d'autres services (voir les notes de méthode pour plus de détails).



Couverture asymétrique entre l'industrie et les services

Il est généralement reconnu que les statistiques de services ont progressé ces quelque vingt dernières années. Ces évolutions sont basées sur l'évolution des classifications, y compris la NACE (nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne), la nomenclature statistique des produits associée aux activités dans la Communauté Économique Européenne (CPA), et le système européen de comptes économiques intégrés (SEC). Les concepts de base, les définitions, et les normes internationales pour le calcul des statistiques de services ont été exposés dans plusieurs manuels méthodologiques (souvent développés conjointement par des organisations internationales différentes).

Cependant, l'importance accordée aux statistiques de services reste secondaire par rapport à la multiplicité des données généralement disponibles pour suivre la performance de l'économie industrielle. En effet, les systèmes statistiques sont souvent centrés sur les biens d'équipement, leur production et leur commerce. Cette couverture asymétrique s'explique de plusieurs façons.

D'un point de vue historique, les biens ont joué un rôle plus important que les services et c'est pourquoi les systèmes statistiques ont d'abord mesuré les productions matérielles (la quantité de charbon ou d'acier produite, le nombre de véhicules automobiles produits, etc.). Par la suite, des indicateurs mensuels pour l'industrie, tels que l'indice de production industrielle ou l'indice des prix à la production pour le marché intérieur ont été considérés comme des outils principaux pour l'évaluation des cycles conjoncturels. Il est relativement aisé de mesurer les biens à intervalles réguliers de par leur nature matérielle.

Par contre, il peut être assez difficile de mesurer la production des secteurs des services du fait de problèmes conceptuels et pratiques. De nombreux services sont de nature incorporelle et généralement, la production du secteur des services est difficile à identifier d'un point de vue théorique, surtout de manière fiable. Par exemple, il se peut que les services soient uniques et doivent être traités comme de nouveaux produits pour chaque période de mesures (tels que les services de consultation). Par ailleurs, de nombreux services ne peuvent être délivrés qu'en cas de proximité immédiate entre le fournisseur et le client (par exemple, les restaurants, les coiffeurs, les services de santé et de beauté), et en tant que tel, le secteur des services est caractérisé par une proportion

plus élevée de petites et moyennes entreprises. Tous ces facteurs impliquent une complexité et des coûts élevés pour la collecte de données.

En ce qui concerne les économies modernes, axées sur les services et développées, il est peu probable que les indices industriels de production et l'indice des prix à la production soient des mesures adéquates pour l'évaluation de la performance d'une économie entière. Ils doivent donc être complétés par des informations similaires sur le secteur des services. Ce point de vue est renforcé par l'évolution divergente des activités industrielles et des activités de service (étant donné que la production industrielle, en particulier les emplois industriels, sont en déclin dans un grand nombre de secteurs industriels). Ainsi, il se peut que les outils traditionnels pour l'étude des cycles conjoncturels soient de plus en plus susceptibles d'induire en erreur et qu'ils doivent être réévalués. Ces changements ont conduit à des demandes de calcul d'un plus large éventail d'indicateurs à court terme pour étudier l'évolution du secteur des services, émanant de banques centrales (qui souhaitent obtenir une information sur les pressions inflationnistes), d'analystes de l'activité économique (qui souhaitent obtenir une information sur les fluctuations à court terme dans le secteur des services) et de comptables nationaux (qui souhaitent obtenir des données plus complètes pour mesurer les changements de volume et calculer les comptes trimestriels nationaux).

Par conséquent, les travaux de développement dans le domaine des mesures de prix et de volumes des activités de service sont fondamentaux l'obtention de meilleures mesures de la production et de la croissance réelles des services. L'utilisation d'IPPS pour déflater l'indice de chiffre d'affaires constitue l'un des moyens les plus utilisés pour dériver des indices de volumes. Cependant, avant que les IPPS ne deviennent disponibles à plus grande échelle, il existe plusieurs méthodes alternatives pouvant servir de variables de remplacement en vue d'étudier les prix et les changements de volumes au sein du secteur des services. En comparant les résultats obtenus à l'aide de ces variables de remplacement avec ceux obtenus à l'aide de l'ensemble limité d'IPPS et de valeurs de volume connexes dont on dispose déjà dans le domaine des statistiques conjoncturelles, il sera possible d'analyser des activités pour lesquelles les variables de remplacement fonctionnent bien, et celles où ces variables sont moins satisfaisantes.

Mesures des volumes de l'activité des services

La mesure traditionnelle employée dans les statistiques conjoncturelles touchant à la production de services est celle de l'indice de chiffre d'affaires, un indice de prix courants qui contient implicitement des mouvements de prix. Afin d'obtenir une mesure des volumes de la croissance de la production de services, des indices de prix sont nécessaires pour déflater les mesures de valeur, telles que le chiffre d'affaires. La déflation est un processus qui efface l'impact des changements de prix de la production de prix actuelle (ou la production en valeurs nominales). Ceci s'effectue généralement en divisant la valeur des prix courants à la production par un indice de prix, appelé déflateur. Le déflateur, s'il est sélectionné avec précaution, devrait fournir une bonne approximation des fluctuations de prix qui ont affecté les séries de prix courants, aboutissant au calcul de séries précises de prix constants. Il y a trois types de variables

de remplacement qui permettent de calculer la production de services, hormis la mesure préférée consistant à affecter l'indice de prix courants du chiffre d'affaires d'un coefficient de déflation en utilisant un IPPS approprié.

1. L'usage d'un **indicateur d'intrants** afin de mesurer le volume de production : par exemple, la production peut être mesurée approximativement en utilisant les heures travaillées ou les rémunérations et salaires déflatés – ce type de variable de remplacement est souvent utilisé pour mesurer la production du secteur public, par exemple, la production des bibliothèques, de l'enseignement ou des services de santé (domaines non couverts par les statistiques conjoncturelles).

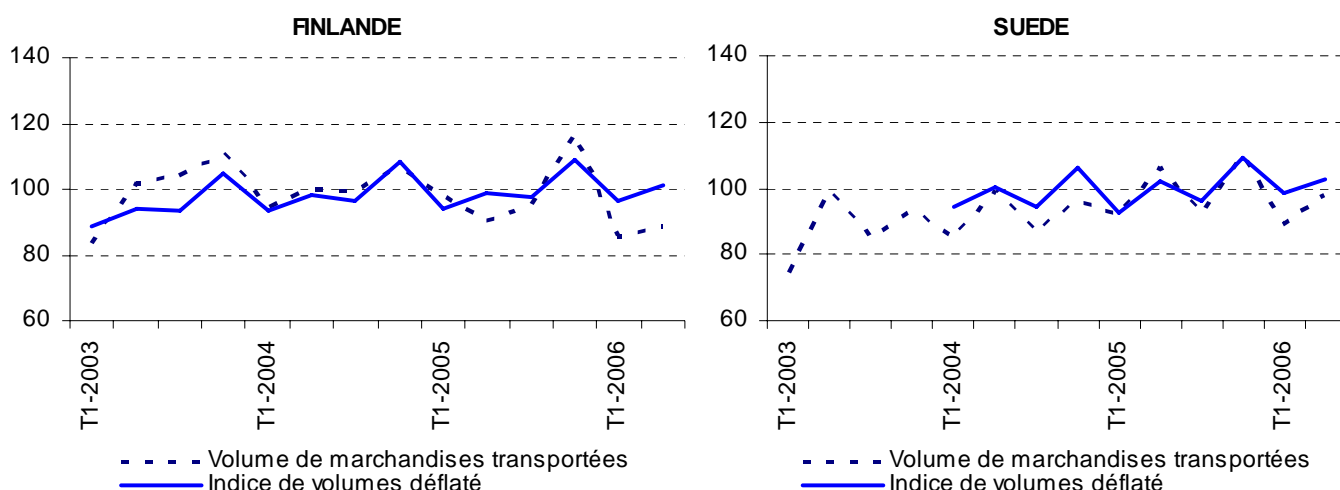
2. Un **indicateur d'extrants** peut être utilisé comme une variable de remplacement: par exemple, la production des services postaux pourrait être calculée comme une moyenne pondérée du volume de livraisons postales de lettres, de livraisons de colis, de livraisons par messagerie, etc. Des mesures de production similaires peuvent être utilisées dans des domaines tels que le transport de passagers ou de marchandises.

3. Un **indice de prix alternatif** pourrait être utilisé comme déflateur: par exemple, l'indice de chiffre d'affaires pourrait être ajusté par le composant (produit) correspondant de l'indice des prix à la consommation (IPC). Cette méthode part du principe que les prix de l'entreprise à la production augmentent au même taux que les prix de détail subis par le consommateur. Il est probable qu'une telle variable de remplacement soit plus sûre pour ces activités de service dont la majorité de la production est destinée aux consommateurs/foyers, plutôt qu'à d'autres entreprises.

Le **premier exemple** (graphique 2 ci-dessous) illustre un cas où **un indicateur de remplacement pour la production semble offrir une comparaison satisfaisante avec l'indice de volumes déflaté des statistiques conjoncturelles**. Ce cas est celui du transport routier de marchandises. Le graphique 2 compare l'indice de volumes déflaté du transport de marchandises par la route, en utilisant l'IPPS comme déflateur, où les volumes transportés sont mesurés en tonnes. À noter que les statistiques de volumes couvrent à la fois les opérateurs transportant pour leur propre compte et les opérateurs transportant pour le compte de tiers, alors que les données de statistiques conjoncturelles ne renvoient qu'aux opérateurs transportant pour le compte de tiers.

En Suisse et en Finlande, il existe une forte corrélation entre ces deux indices de volumes, en termes de fluctuations saisonnières (chute de volumes après le Nouvel an et en été) ainsi que dans leurs évolutions à long terme.

Graphique 2: Transport routier de marchandises (2005 = 100)

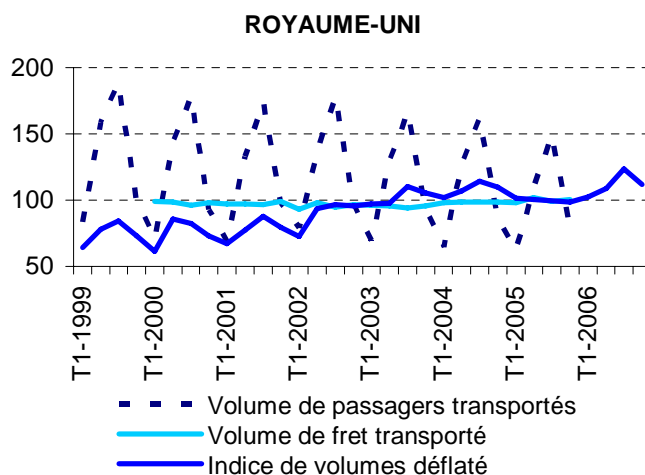


Le **second exemple** (graphique 3 à droite) illustre le cas où **une mesure de remplacement des volumes n'offre pas une comparaison satisfaisante avec l'indice de volumes déflaté des statistiques conjoncturelles**. Il convient de noter que les données de chiffre d'affaires pour le transport maritime et le cabotage (à partir desquelles les données de volume déflatées sont obtenues dans les statistiques conjoncturelles) ne distinguent pas entre le transport de passagers (qui constitue essentiellement une activité d'entreprise à l'intention du consommateur) et le transport de fret (qui constitue essentiellement une activité entre entreprises). Au Royaume-Uni, dont la majeure partie du commerce extérieur passe par la mer et fait appel au transport maritime et au cabotage, cette distinction est importante.

Le graphique 3 compare l'indice de volumes déflaté des statistiques conjoncturelles du transport maritime et du cabotage au Royaume-Uni avec les mesures de volume du nombre de passagers transitant par les principaux ports maritimes du Royaume-Uni et le volume de marchandises transporté dans les principaux ports du pays. L'indice de volumes déflaté des statistiques conjoncturelles fait ressortir une forte progression avec le temps dans le transport maritime et le cabotage. En ce qui concerne le volume des passagers transportés, on constate des crêtes prononcées de

la demande pendant la période estivale au cours du troisième trimestre de chaque année, ce qui se reflète par une forte montée des prix. En revanche, les volumes du transport de fret maritime restent presque inchangés.

Graphique 3 : Transport maritime et cabotage (2005 = 100)



Mesures des prix des activités de service

Les augmentations de prix pour les services peuvent constituer un facteur majeur de pression inflationniste potentielle. Les prix de services, qui concernent essentiellement la consommation des ménages, sont couverts par les indices des prix à la consommation. Cependant, ces IPC ne couvrent pas les mouvements de prix de prestations de services aux entreprises, aux administrations publiques et aux autres institutions. Cela fait que, si les mouvements des prix à la production au sein de l'économie industrielle sont couverts par des indices de prix domestiques, non domestiques et totaux, l'élaboration d'indices européens de prix à la production de services en est encore à ses débuts.

Dans un certain nombre d'activités de service, la production d'une entreprise est destinée presque entièrement à d'autres entreprises. C'est le cas par exemple du commerce de gros et du transport routier. En revanche, d'autres entreprises de services destinent la plupart de leur production à des consommateurs et ménages. C'est le cas du commerce de détail. Il existe également de nombreuses activités de service destinées à la fois aux entreprises et aux consommateurs et ménages. C'est le cas des services de télécommunications et de transport aérien.

Le calcul des indices des prix à la production doit être basé sur des produits clairement spécifiés et représentatifs dont les prix sont suivis, au cours d'une période donnée, avec une attention particulière concernant le ou les changements de qualité. L'une des différences majeures entre les biens et les services est que le lieu de livraison de services coïncide souvent avec le lieu de leur production. Ce n'est généralement pas le cas pour les biens qui ont été stockés en magasin, de sorte que le lien entre la production et la vente est moins direct dans de tels cas. Cependant, il existe des services pour lesquels les lieux de production et de consommation ne coïncident pas nécessairement (par exemple, les services d'architecture ou de comptabilité). Comme indiqué plus haut, la compilation de prix est généralement plus difficile pour les services car les cas de services uniques y sont plus fréquents. Un service unique est un service qui n'est fourni qu'une seule fois, aux spécifications d'un client individuel. Cela rend malaisée l'observation des prix sur des périodes multiples. Dans certains secteurs, par exemple la recherche et le développement, la santé, l'enseignement, le calcul des indices de prix à la production est encore plus problématique en raison d'un manque de prix observables³.

En outre, les observations aisément disponibles sur les transactions et les prix doivent également être contrôlées pour ce qui est des changements de qualité. Cela accroît les difficultés, comme le fait de savoir si la livraison accélérée d'un même service équivaut à un changement de qualité ou non. En effet, les délais de production revêtent souvent une importance cruciale pour l'acquéreur d'un service et peut constituer un facteur essentiel dans la détermination du prix de ce service. Ainsi, il est probable qu'un consommateur qui préfère prendre le TGV plutôt qu'un train régional de moindre vitesse sera prêt à payer un supplément pour bénéficier du moyen de transport qu'il souhaite. Ce problème de qualité ne se limite pas à la vitesse/période de livraison d'un service. Dans le commerce de détail, bien qu'une mesure existe pour le volume des ventes, il n'y a pas de moyen de contrôler la

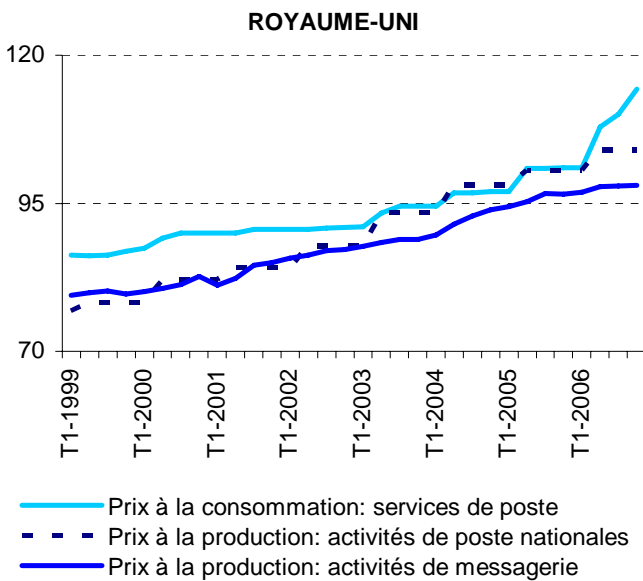
qualité du service - tel est le cas des supermarchés dont les jours ou les heures d'ouverture en semaine sont plus nombreux, ou dont les procédures de paiement à la caisse sont plus rapides, ou qui offrent un assortiment plus varié. Des problèmes similaires de qualité, tels que la fiabilité, la ponctualité, l'accès au réseau et la fréquence des services existent également dans la plupart des services (transports, banques, ou hôtels et restaurants, ou services publics, tels que l'éducation ou la santé).

Le **troisième exemple** (graphique 4 au verso) illustre une activité présentant une **proche corrélation entre l'évolution de l'indice des prix à la consommation et l'IPPS**. Les services concernés sont les activités de poste et de messagerie, qui peuvent être séparées en activités de poste et en activités de messagerie nationales. Les activités de poste nationales couvrent principalement la collecte, la distribution et la livraison de courrier et de colis; cette activité ayant été dominée traditionnellement par un fournisseur unique, national et exclusif. Les services de messagerie, au contraire, sont hautement concurrentiels et forment une grande partie de l'activité interentreprises. Les IPPS sont disponibles pour les activités de poste ainsi que celles de messagerie au Royaume-Uni (voir le graphique 4).

Après 1999, il y a eu une forte corrélation entre l'indice des prix à la consommation pour les services de poste et les indices de prix à la production pour les activités de poste nationales. En effet, les hausses de prix à la consommation au début de cette période étaient souvent répliquées dans l'indice des prix à la production des activités de poste nationales. Cependant, depuis le début 2006, à tout le moins au Royaume-Uni, on note un écart notable entre l'évolution des prix des services de poste pour les consommateurs, et les prix à la production tant pour les activités de poste nationales que pour les services de messagerie.

³ Pour l'acquisition d'une liste complète des activités de la NACE couvertes par le règlement sur les statistiques conjoncturelles modifié, se référer aux notes méthodologiques page 7.

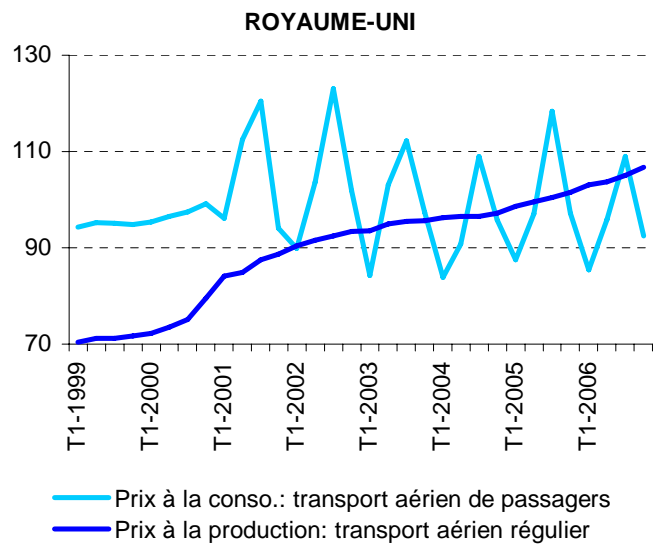
**Graphique 4: Activités postales et de messagerie
(2005 = 100)**



L'usage potentiel des prix à la consommation comme variable de remplacement pour les mouvements des prix à la production est sensiblement moins clair en ce qui concerne la grande majorité des marchés de services, ce qui ne peut conforter les appels à la mise en œuvre rapide et internationale des IPPS.

Le **quatrième exemple**, (graphique 5, ci-dessus, à droite) illustre **le cas où la corrélation entre l'indice des prix à la consommation et l'IPPS est faible**. Le service concerné est celui du transport aérien par vols réguliers.

**Graphique 5: Transport aérien
(2005 = 100)**



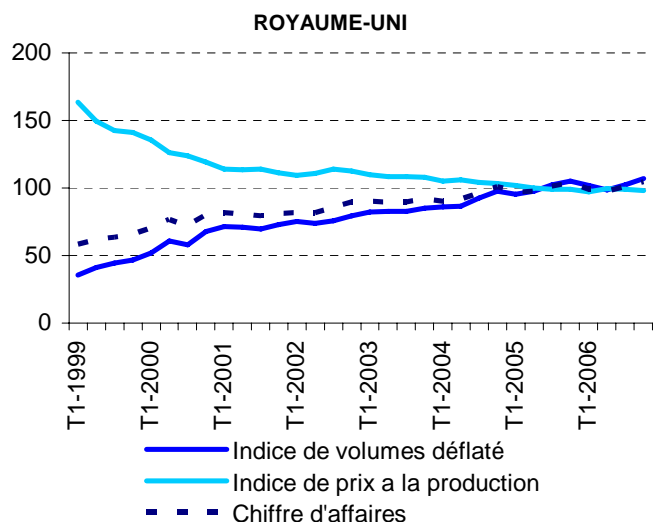
Il existe deux évolutions distinctes au niveau des prix du transport aérien au Royaume-Uni. On a premièrement observé une forte montée des prix à la production des transporteurs aériens par vols réguliers, cette hausse n'étant pas apparente dans les prix à la consommation appliqués aux passagers. En deuxième lieu, on a constaté une absence quasi-totale de profil saisonnier dans l'indice des prix à la production, par contraste au comportement de l'indice des prix à la consommation, qui atteint ses niveaux maximum en période estivale. Cette différence s'explique en partie par la nature des deux indices de prix, en ce que les prix à la production du transport aérien portent sur d'autres services également, tels que le fret aérien et le transport de courrier, pour lesquels la demande est beaucoup plus régulière, alors que l'indice des prix à la consommation du transport aérien de passagers couvre également les vols charter, et non seulement les vols réguliers, et que les tarifs de classe économique y ont un poids plus important que les tarifs de classe affaires.

IPPS pour des analyses économiques

Les données IPPS dont on dispose actuellement pour l'analyse économique ne portent actuellement que sur un petit nombre d'États membres. Cependant, l'information d'ores et déjà disponible est susceptible de fournir des aperçus précieux sur les évolutions qui ont eu lieu dans les activités de services sur lesquelles certaines données existent désormais.

Le **cinquième exemple** (graphique 6, à droite) illustre l'évolution économique des services de télécommunications au Royaume-Uni. Ce secteur des services a connu des mutations rapides en raison de la déréglementation qui y a eu lieu, d'innovations technologiques et de l'offre de nouveaux services. Il lance donc un défi aux tentatives pour en saisir avec précision les tendances de prix à la production. Le Royaume-Uni communique un indice de prix à la production pour les télécommunications, qui repose sur des statistiques de valeur unitaire. Cet indice de prix à la production est présenté aux côtés de l'indice déflaté de chiffre d'affaires, et de l'indice de volumes des statistiques conjoncturelles qui en est tiré. Comme cet indice des prix à la production a décliné, l'évolution de ce secteur offre un exemple rare où la croissance du chiffre d'affaires à prix constants a dépassé la croissance du chiffre d'affaires à prix courants.

Graphique 6: Télécommunications (2005 = 100)

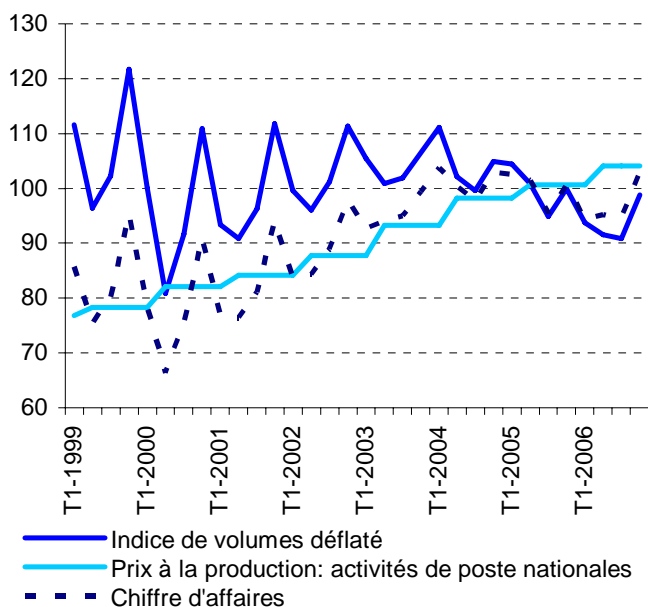


Depuis 1999, l'indice des prix à la production dans le domaine des télécommunications a décliné fortement au Royaume-Uni, bien que ce déclin ait été moins prononcé que celui qui s'est produit au niveau des prix à la consommation, influencé par l'intense concurrence que se livrent les services de téléphonie mobile. Malgré la baisse des prix, les chiffres d'affaires ont progressé de pair avec l'augmentation des volumes et la gamme des produits de télécommunications (notamment pour les services intégrant le téléphone, l'informatique, l'Internet et la télévision).

L'exemple suivant (graphique 7 ci-dessous) illustre la relation entre le chiffre d'affaires en termes de valeur et de volume et les indices des prix à la production pour les services postaux au Royaume-Uni. Le profil de développement économique est ici en net contraste avec ce qui a été observé dans le cas des télécommunications.

Graphique 7: Services postaux (2005 = 100)

ROYAUME-UNI



Les indices de volumes déflatés et de chiffre d'affaires pour les services postaux présentent un caractère très saisonnier, les fluctuations y étant fortes avant et après la période de fin d'année. Au-delà de la nature saisonnière de la demande en services postaux, l'indice de volumes semble avoir décliné ces deux dernières années. Cela pourrait refléter l'essor de produits de substitution tels que le courrier électronique et le téléphone portable.

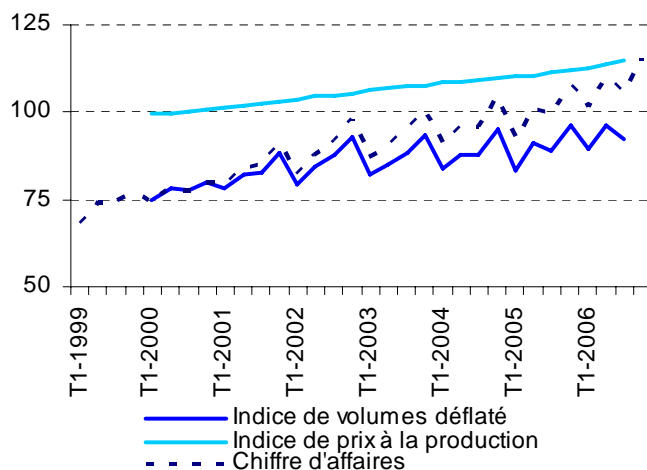
Lorsqu'il n'existe pas de variables de remplacement évidentes ou fiables pour capter les changements de prix ou de volumes, on ne pourra sous-estimer l'importance des données de statistique conjoncturelle en tant que moyens principaux d'appréciation des évolutions économiques au sein de toute une gamme d'activités de service.

Un exemple à ce sujet est offert par les données de nettoyage industriel. La graphique 8 reproduit les données de ce secteur en France, en Finlande et au Royaume-Uni. Les trois graphiques montrent que les prix à la production ont grimpé lentement mais régulièrement au cours de la période pour laquelle on dispose de données. Cette évolution reflète en

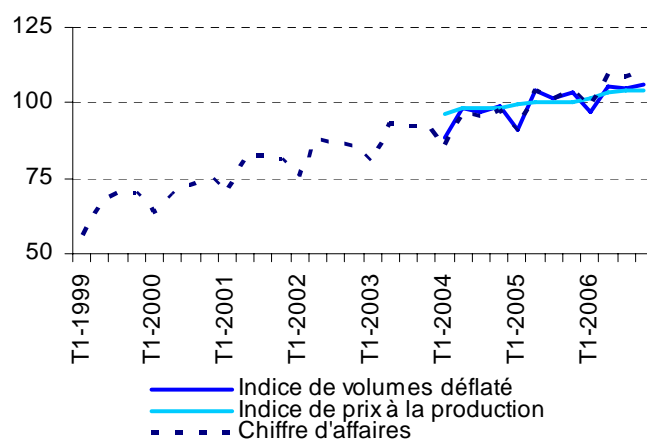
partie le fait que le gros des coûts du secteur est constitué de coûts de main-d'œuvre, lesquels ont probablement pu être maintenus à un niveau bas grâce à des facteurs tels qu'une concurrence toujours plus intense, le recours à des travailleurs migrants, et un allongement des heures de travail. L'indice de volumes des statistiques conjoncturelles pour le secteur du nettoyage industriel a enregistré une hausse prononcée quoique irrégulière, cela s'expliquant probablement par l'externalisation croissante de tâches de nettoyage par les entreprises de nombreux secteurs économiques.

Graphique 8: Nettoyage industriel (2005 = 100)

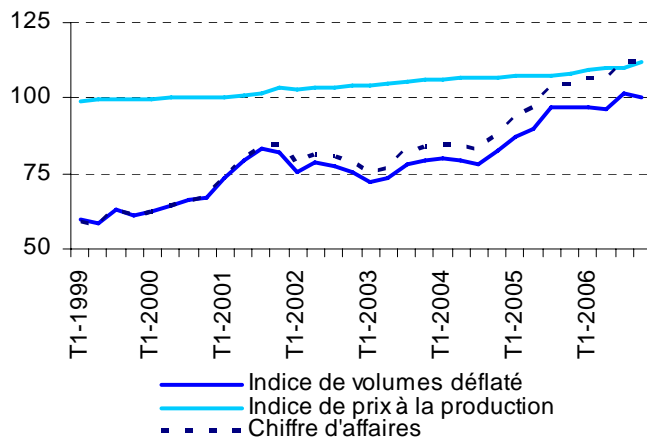
FRANCE



FINLANDE



ROYAUME-UNI



➤ CE QU'IL FAUT SAVOIR – NOTES METHODOLOGIQUES

BASES LÉGALES

Les statistiques conjoncturelles donnent des informations sur un vaste champ d'activités économiques selon la nomenclature NACE rév. 1.1 (nomenclature statistique des activités économiques dans l'Union Européenne). Les bases légales des indicateurs des statistiques conjoncturelles s'appuient sur le règlement n°1165/98 du Conseil du 19 mai 1998 concernant les statistiques conjoncturelles (STS-R) et le règlement (CE) n°1158/2005 du Parlement Européen et du Conseil du 6 juillet 2005 modifiant le règlement du Conseil n°1165/98. Les définitions des variables des statistiques à court terme sont fixées par le règlement de la Commission n°588/2001 du 26 mars 2001 mettant en œuvre le règlement du Conseil n°1165/98 du 19 mai 1998 sur les statistiques conjoncturelles en ce qui concerne la définition des variables.

DÉFINITION DES INDICATEURS

Chiffre d'affaires

L'objectif de l'indice de chiffre d'affaires est de montrer l'évolution du marché des biens et des services. Le chiffre d'affaires (ou les ventes) comprend les montants facturés par l'unité d'observation au cours de la période de référence à savoir, les ventes sur le marché de biens ou de services fournis à des tiers. Le chiffre d'affaire comprend également toutes les autres charges (transport, emballage, etc.) à la charge du client même si celles-ci ne figurent pas sur la même facture. Il ne comprend pas la TVA et toute autre taxe déductible similaire directement liée au chiffre d'affaires ainsi que tous les impôts et taxes sur les biens et les services facturés par l'unité. Les réductions de prix, rabais et remises ainsi que les avoirs sur produits retournés sont à déduire. Les réductions de prix, rabais et bonus concédés a posteriori aux clients (par exemple, en fin d'année), ne sont pas pris en compte.

Volume de ventes

Le volume de ventes représente la valeur du chiffre d'affaire à prix constant et à ce titre constitue un indice de quantité. Il peut être calculé à partir du chiffre d'affaires à prix courants, imputé du déflateur des ventes ou comme un indice de quantité calculé directement à partir de la quantité de biens vendus.

Prix à la production

L'indice des prix à la production a été établi pour les prix à la production industrielle et, en tant que tel, s'applique aux biens.

L'indice des prix à la production pour l'activité économique mesure le développement du prix moyen de tous les biens et services associés résultant d'une activité. Il est essentiel de prendre en compte toutes les caractéristiques de détermination du prix, y compris la quantité des unités vendues, le transport, les rabais, conditions de services, conditions de garanties et destination. La spécification doit être telle que lors des périodes de référence, l'unité d'observation doit pouvoir identifier avec précision le produit et fournir le prix unitaire adéquate. Le prix approprié est le prix de transaction incluant le bénéfice reçu par le producteur pour les produits vendus aux clients. L'index du prix à la production doit prendre en compte les changements de la qualité des produits ou services. Le marché intérieur et extérieur des services est analysé.

La variable des prix à la production pour d'autres services doit être transmise pour la NACE rév. 1.1 suivante :

- 60.24 Transport routier de marchandises
- 61.1 Transport et cabotage maritimes
- 62.1 Transport aérien régulier
- 63.11 Manutention des marchandises
- 63.12 Stockage et entreposage
- 64.11 Activités nationales de poste
- 64.12 Activités de courrier autres qu'activités nationales de poste
- 64.2 Télécommunications
- 72.1 Conseils en configurations informatiques
- 72.2 Conseils et apport de logiciels

- 72.3 Traitement de données
- 72.4 Activités de base de données
- 72.5 Entretien et réparation de machines de bureau, machines comptables et machines de traitement de l'information
- 72.6 Autres activités liées à l'informatique
- 74.11-.14 Activités juridiques, de comptabilité, de tenue de livres et de contrôle des comptes; conseil fiscal; étude de marché et sondage de l'opinion publique; conseil pour les affaires et la gestion
- 74.2 & .3 Activités architecturales et d'ingénierie et les conseils techniques liés, les activités de contrôle et analyses techniques
- 74.4 Publicité
- 74.5 Sélection et la fourniture de personnel
- 74.6 Enquêtes et la sécurité
- 74.7 Activités de nettoyage

Un certain nombre de dérogations ont été accordées aux États membres par rapport à l'apport d'indices des prix à la production pour les activités de service. La période de transition pour l'apport des prix à la production se termine au plus tard le 11 août 2008 pour la majorité des États membres et des activités de services (un an supplémentaire est accordé aux États membres ayant un chiffre d'affaire inférieur à 1% du chiffre d'affaires UE et pour les activités au sein des divisions 63 et 74 de la NACE rév. 1.1). En 2009, il sera sans doute possible de produire des agrégats européens de prix à la production et de chiffre d'affaires déflaté sur toute la gamme des services évoquée plus haut.

RÉSUMÉ DE LA COLLECTION DE DONNÉES DE SERVICES SOUS LE RÈGLEMENT SUR LES STATISTIQUES CONJONCTURELLES (STS-R)

NACE (rév. 1.1)	Indice de chiffre d'affaires	Prix à la production (déflateur des ventes)	Emploi
Commerce d'automobiles (50)	Trimestriel	Néant	Trimestriel
Commerce de gros (51)	Trimestriel	Néant	Trimestriel
Commerce de détail (52)	Mensuel	Mensuel	Trimestriel
Hôtels et restaurants (55)	Trimestriel	Néant	Trimestriel
Transport et communication (I)	Trimestriel	Trimestriel (en cours d'introduction)	Trimestriel
Services d'affaires (K)	Trimestriel	Trimestriel (en cours d'introduction)	Trimestriel

Pour plus d'informations:

Le guide méthodologique pour le développement des indices des prix à la production pour les services

(http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-BG-06-003/EN/KS-BG-06-003-EN.PDF)

Le manuel d'Eurostat sur les mesures des prix et des volumes
(http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-41-01-543/EN/KS-41-01-543-EN.PDF)


Pour en savoir plus :


Données :

[Site web EUROSTAT/Page d'accueil/Industrie, commerce et services/Données](#)


 Industrie, commerce et services

 Industrie, commerce et services - vue horizontale

 **Statistiques conjoncturelles sur les entreprises - Données conjoncturelles mensuelles et trimestrielles (Industrie, Construction, Commerce de détail et Autres services)**

 Industrie (NACE Rév.1 C-F)

 Construction (NACE Rév.1 F) - Bâtiment et génie civil

 Commerce et autres services (NACE Rév.1 G-K)

Les journalistes peuvent contacter le service média support :

Bâtiment BECH, Bureau A4/125
L - 2920 Luxembourg

Tel. (352) 4301 33408
Fax (352) 4301 35349

E-mail: eurostat-mediasupport@ec.europa.eu

European Statistical Data Support :

Eurostat a mis en place, conjointement avec les membres du "Système statistique européen", un réseau de centres d'appui, qui couvrira presque tous les États membres et certains pays de l'AELE.

La mission de ces centres sera d'aider et d'orienter les utilisateurs qui se procureront des données statistiques européennes sur l'internet.

Vous trouverez sur notre site internet des informations sur ce réseau de centres d'appui : <http://ec.europa.eu/eurostat/>

Une liste des bureaux de vente dans le monde est disponible à :

l'Office des publications officielles des Communautés européennes.

2, rue Mercier
L - 2985 Luxembourg

URL: <http://publications.europa.eu>
E-mail: info-info-opoce@ec.europa.eu
